

L'Union syndicale Solidaires au Forum Social Mondial de Tunis

Environ 80 représentant-es de diverses structures Solidaires étaient présent-es au FSM, du 26 au 30 mars : des délégations de diverses organisations nationales, de quelques Solidaires départementaux et du Secrétariat national. Pour une partie des camarades le, le FSM se situait dans la suite directe des rencontres syndicales internationales de Saint-Denis (22 au 24 mars), préparée des semaines en amont.

Les textes adoptés par les différentes « assemblées de convergences » sont disponibles : www.fsm2013.org

Ce bulletin « Solidaires international » n'est pas un compte-rendu du FSM, ni même de toute l'activité Solidaires durant celui-ci ; il reprend les éléments les plus marquants, pour chaque organisation nationale professionnelle présente.

Le blog de la délégation Solidaires au FSM : www.fsm2013tunis.rezisti.org

Deux ans après le début de la révolution tunisienne, ce FSM avait une forte portée symbolique. Il a confirmé la complexité de la situation locale : une société fortement éprise de liberté, un gouvernement qui ne veut pas rompre avec le capitalisme et ses institutions, une « gauche sociale et syndicale » présente dans les luttes, divisée par les enjeux électoraux, et qui doit faire face aux forces réactionnaires notamment d'Ennahdha. Le Forum a rassemblé plus de monde que le précédent à Dakar. Les milieux militants tunisiens étaient bien représentés, avec beaucoup de jeunes et de femmes ; Solidaires a animé plusieurs débats avec des militantes tunisiennes, notamment de l'ATFD, sur les questions de l'égalité au travail...

La délégation Solidaires, la plus nombreuse parmi les syndicats venus de France, a constitué un cortège dynamique lors des manifestations d'ouverture et de clôture du FSM. Nous avons participé à divers débats, aux participations et intérêt inégaux ... mais c'est la règle lorsque des centaines d'ateliers se succèdent durant trois jours. Surtout, ce fut l'occasion pour Solidaires d'actions syndicales directes :

- Rassemblement de **soutien aux grévistes de Téléperformance.**
- Envahissement du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de Fer Tunisiens**, avec les délégués UGTT qui exigent le retour du transport de phosphates au rail alors qu'il vient d'être confié au patronat routier.
- Rassemblement en **solidarité et avec les travailleuses de Latelec**, licenciées par la direction du Groupe *Latecoere*, parce qu'elles revendiquent ... l'application du droit social et des accords signés.



L'ensemble de la délégation Solidaires souhaite mettre en exergue le travail logistique réalisé pour que notre participation se situe dans un cadre collectif, convivial et dynamique. Par ailleurs, les fructueux contacts pris dans le Forum et en marge de celui-ci ont été possibles grâce à un important travail préalable, qu'il convient de saluer...

SUD Education : résistances, égalité des droits, solidarité ...

Représentée par 9 militant-es, dont 2 de son syndicat Hors de France, la fédération SUD Education a participé activement au FSM par la tenue de deux ateliers : **Résistances aux réformes néo-libérales de l'Education** (en partenariat avec la FNEEQ québécoise) et **Discriminations des filles dans l'accès à l'éducation**, en France, au Niger, au Maroc et en Tunisie (avec la Commission Femmes de l'UGTT tunisienne). Ces ateliers ont été l'occasion de renforcer le travail syndical commun avec nos partenaires et de mieux connaître les situations locales, dont on constate qu'elles se rejoignent sur le plan de l'accroissement des inégalités, voire de la ségrégation, ou de la marchandisation de l'école publique.

SUD Education estime d'autant plus nécessaires ces échanges internationaux que fort peu de syndicats de l'éducation avaient inscrit des ateliers, alors que les problématiques de l'accès égal pour toutes et tous à l'éducation sont une des clés de la démocratisation et du développement des sociétés. Comme nous l'ont rappelé nos camarades féministes de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates qui ont tenu plusieurs ateliers, dans le contexte des grands bouleversements que connaît la Tunisie depuis plus de deux ans, la question de l'éducation des filles et des femmes à la préservation de leurs droits démocratiques est capitale à un moment où les fondamentalistes au pouvoir prônent le retour au droit coutumier avec le mariage précoce, la polygamie, la simple « complémentarité » des femmes par rapport aux hommes tout-puissants...

Dans et hors du FSM, nous avons eu témoignage d'une Tunisie agitée par les conflits sociaux et les manifestations, aussi bien pour la défense des libertés syndicales que du droit à un salaire décent, la revendication du droit au travail des jeunes (qui, bien que très diplômé-es, n'ont toujours pas vu d'amélioration de leur situation de chômage endémique) et la dénonciation de l'esclavage moderne que leur imposent les multinationales françaises, entre autres.

La solidarité internationale s'est mêlée aux manifestant-es, qui ont scandé ensemble « FMI dégage, Banque Mondiale dégage, Troïka dégage », « Annulez la Dette, elle pue, elle tue, elle assassine » et « Dignité, Liberté, le peuple veut le départ du gouvernement ! »

SUD-Rail et le Réseau Rail Sans Frontière

Avec le Réseau Rail Sans Frontière, nous avons fait le choix d'organiser notre réunion de travail annuelle à Tunis, durant le Forum Social Mondial, pour y nouer des contacts et y animer un atelier sur les « Luites populaires et syndicales pour le service public ferroviaire ». La rencontre du Réseau Rail Sans Frontière - tenue les matins - a permis de faire le point sur ce que nous continuons de faire pour élargir le Réseau, notamment en renforçant les liens entre organisations européennes et africaines. Cette réunion a été l'occasion aussi - et ce n'est pas si souvent - de se féliciter de la **lutte victorieuse pour réouverture de la gare de Dakar**. Après plus de 6 ans de grèves d'occupations des lieux pour empêcher le démontage des appareils de la voie... en lien avec les usagers, menées par le Syndicat National du Petit Train Bleu (train de banlieue), appuyé par le Réseau Rail Sans Frontière - qui a fourni affiches, autocollants, courriers de soutien - les rails seront à nouveaux posés et la gare de Dakar devrait être fonctionnelle d'ici trois mois !

Ces réunions matinales du Réseau - auxquelles ont assisté des syndicats de cheminots de 6 pays et 2 associations - ont permis également la participation de cheminots syndicalistes tunisiens de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, avec lesquels nous avons bien sûr échangé sur la situation en Tunisie, au niveau des chemins de fers et au niveau syndical. Jeudi 28 mars, en solidarité avec les cheminots tunisiens de l'UGTT, la quinzaine de militants du réseau Rail Sans Frontière a participé à **l'envahissement du Conseil d'administration de la SNCFT, pour contester la privatisation routière du trafic fret ferroviaire de phosphate et exiger au contraire le maintien du service public ferroviaire**. Suite à cette action, le Réseau Rail Sans Frontière a été invité dans les locaux syndicaux de l'UGTT-Cheminots et nous avons pu prendre le temps de mieux expliciter la démarche de RRSF, nos revendications, notre fonctionnement : un réseau international au fonctionnement souple, intégrant des organisations adhérentes ou non à telle structure internationale, qui luttent pour un chemin de fer public et affirment leur solidarité à ceux/celles qui subissent la répression antisyndicale.

Ce FSM de Tunis aura donc eu, pour SUD-Rail et le Réseau RSF, le grand intérêt d'avoir ces moments de débats avec les camarades cheminots de l'UGTT et de nouer des contacts avec eux pour qu'ils participent rapidement à l'activité du Réseau, comme ils en ont exprimé le souhait. Ces contacts ont bien sûr été facilités par le travail déjà accompli par les militant-es de la commission internationale Solidaires et des fédérations SUD PTT et SUD Education.

Le bilan que nous faisons de l'atelier que nous avons animé au FSM le 29 mars est plus contrasté. Alors que nous avons distribué de nombreux tract et collé des affiches, cet atelier n'a pas attiré beaucoup plus de monde

Le travail syndical international, pour être efficace aussi lors de telles manifestations, doit être mené dans la durée, bien avant et bien après ces moments de larges convergences.

que les militant-es de l'UGTT, avec lesquels nous avons poursuivi le débat et notamment la question de la convergence des luttes, en élargissant à l'ensemble des services publics. Cette faible participation à notre atelier « Luites populaires et syndicales pour le service public ferroviaire » nous semble cependant assez logique si l'on regarde de plus près ce qui est à l'œuvre dans le(s) FSM. Incontestablement les questions sociétales sont préférées aux questions sociales, l'expertise à la lutte, et très souvent, la singularité à la convergence. Le travail de prise de contacts, d'échanges et de participation à des actions de solidarité avec les luttes du pays où est organisé le FSM : voilà, nous semble-t-il, à SUD-Rail, ce qui justifie notre participation aux FSM. Et de ce point de vue celui de Tunis est plutôt réussi.

SUD Recherche : solidarité avec le peuple palestinien

Le représentant de SUD Recherche s'est principalement consacré aux activités en lien avec la Palestine. Solidaires a ainsi participé activement à deux ateliers, l'un sur la **campagne de pression sur Orange France Télécom pour que cette entreprise cesse sa collaboration avec l'entreprise israélienne Partner**, et l'autre sur le bilan de la campagne BDS dans le monde entier, avec des camarades de Palestine, du Brésil, d'Italie, d'Espagne. Notre Union syndicale était aussi présente à l'atelier de la coordination européenne des comités Palestine et à l'assemblée de convergence Palestine.

Le Forum Social fut l'occasion de rencontrer des militants d'autres pays, pour mieux nous coordonner (nous

Sur le plan professionnel, des contacts ont été pris avec des étudiant-es de plusieurs pays et avec le syndicat des chercheurs de l'UGTT (FGESRS).

envisageons de mettre en place une coordination européenne des syndicats pour BDS), pour renforcer nos actions (notamment dans le cadre de la campagne contre Orange), et pour ouvrir de nouvelles pistes (en particulier pour une nouvelle campagne contre la Poste israélienne). Nous avons également pu constater notre naïveté et celle des Palestinien-nés indépendant-es face aux Palestinien-nés plus proches de l'Autorité Palestinienne et mieux préparé-nés. C'est une leçon pour nous, pour le prochain Forum.

Solidaires Finances Publiques : dette, fiscalité, austérité...

7 militant-es de Solidaires Finances Publiques étaient présents. Solidaires Finances Publiques a co-organisé deux ateliers :

- ❑ « **La lutte contre l'austérité et pour un audit citoyen de la dette** », avec la FGTB, le CADTM, un syndicat sénégalais, un syndicat basque. Les échanges ont été très fructueux avec la soixantaine de personnes présentes. On y a dénoncé l'instrumentalisation de la dette, fait un focus sur les politiques fiscales organisant la diminution des recettes dans les budgets. La nécessité d'une mise en commun des outils de décryptage a été soulignée, ainsi que l'articulation entre actions locales d'audit citoyens et combat pour lutter globalement contre les politiques d'austérité.
- ❑ « **Détruire l'austérité en Europe avant qu'elle ne détruise la démocratie** » co-organisé avec l'alter summit. Nous y avons porté notre revendication d'un serpent fiscal européen pour lutter contre la concurrence fiscale délétère pour les budgets des Etats, la lutte contre la fraude, et réaffirmé toute la pertinence et l'actualité de la déclaration universelle du droit à la justice fiscale pour une justice sociale qui avait été adoptée à Porto Alegre en 2002 (dont le SNUI avait été l'un des principaux artisans). Une centaine de personnes participait à l'atelier qui a aussi servi de lancement à l'alter sommet. Le témoignage sur les conséquences de l'austérité en Grèce a été un moment fort, et a permis de souligner que les pays en révolutions sont proches de la situation grecque, alors que les pays africains vivent depuis trente ans cette réalité (plus de services publics, de couverture sociale, chômage endémique...), tandis que tous les pays européens sont concernés à moyen ou long terme : c'est bien un système capitaliste mondial qui est à l'œuvre et au profit d'un petit nombre et contre lequel il faut organiser une réponse coordonnée et globale, tout en s'appuyant sur les solidarités locales qui s'organisent et favorisent un nouveau mode de développement basé sur d'autres valeurs.

Le FSM a été l'occasion de prendre ou développer des contacts : avec la FGTB; avec le SNAPAP (deux membres ont pu venir au FSM en passant par Paris, tandis que leur délégation était bloquée par les autorités algériennes à la frontière) ; avec l'ONG tunisienne Al bawsala, et diverses personnes intéressées par nos écrits sur la fiscalité, la fraude...

Nous avons participé à de multiples ateliers (une dizaine de comptes rendus faits), activement aux manifestations, de soutien au salarié-es tunisien-nes en lutte (Téléperformance et Latélec, filiale du groupe Airbus) d'ouverture du FSM, et pour la Palestine.

Ce fut un FSM vivant, dynamique, jeune, dans le contexte de la révolution tunisienne qui a positivement pesé et qui reflète la complexité actuelle : celle de l'espoir d'un changement possible, mais dans la réalité des difficultés nombreuses à pouvoir imposer un système démocratique avec le poids des mouvances religieuses extrémistes, la mainmise du FMI.

Ce FSM aura aussi rendu évident qu'au Sud comme au Nord, les effets du capitalisme financier mondialisé sont les mêmes : une toujours plus grande précarisation des populations dans des systèmes où l'élite économique impose ses vues à son seul bénéfice, bafouant partout la démocratie. Les crises économique (les mécanismes de la Dette) et environnementale nous obligent à d'emblée prendre en compte l'aspect global dans les luttes locales ou nationales (lutte de Téléperformance Tunisie) et dans les constructions d'alternatives au système dominant. Les nécessaires solidarités internationales devront participer à la construction de larges cadres de mobilisations (AlterSommet par exemple). **Pour Solidaires Finances Publiques, il est nécessaire et urgent de développer un réseau international de lutte pour la justice fiscale et contre les paradis fiscaux.**

Concernant la construction de luttes, le FSM a reflété la diversité de celles et ceux qui se mobilisent, avec une place relativement modeste des syndicats, malgré une présence de Solidaires remarquable (dans le campus, mais aussi dans les manif, les ateliers...). Des contradictions, voire des oppositions, demeurent notamment quant aux priorités différentes affichées par les mouvements. Tunis 2013 aura néanmoins apporté sa pierre à la réflexion autour d'une stratégie altermondialiste pour intensifier et globaliser les ripostes (cf série d'ateliers sur l'avenir du FSM).

SUD PTT : centres d'appel, multinationales, services publics...

Pour la délégation SUD PTT, Le forum a débuté le 26 mars par l'AG des femmes. Dans un amphithéâtre ou plus de 2 000 personnes se pressaient avec une mixité de tous les peuples. La présidente de l'association tunisienne des femmes démocrates a ouvert l'AG avec des paroles de luttes, suivie de femmes sahariennes et berbères marocaines expliquant leurs conditions de vie, femmes battues et soumises, elles ont décrit leur combat au quotidien et appelé tous les peuples à unir leurs forces pour combattre toute discrimination et instaurer une constitution avec des droits pour les femmes. Un chant poétique berbère a ému tout l'amphi, des interventions sur la Palestine, la Syrie, la Lybie, ... s'en sont suivi des slogans de solidarité scandés par tout l'amphi.

Dans cette même matinée, une délégation Solidaires, accompagnée de syndicalistes venu-es d'une dizaine de pays s'est rendue face au siège de Télé-performance pour soutenir les camarades qui occupaient les bureaux de la direction depuis janvier 2013, pour la réintégration de collègues licencié-es et l'application d'accords sociaux sur lesquels la direction de la multinationale s'est assise. Des prises de parole ont eu lieu toute la matinée devant les salarié-es en grève. Par la suite l'UGTT a appelé à 3 jours de grève et, encore une fois, une délégation de notre fédération était présente pour soutenir cette lutte qui a débouché sur une victoire mi-avril.

Nous nous sommes rendus à la manifestation d'ouverture du FSM qui a débuté avenue Bourguiba, haut lieu de la révolution tunisienne. Derrière la banderole Solidaires, nous avons manifesté durant 5 kms avec tous les peuples présents à ce FSM.

Une force d'union, de dynamisme, d'espoir et de revendications a envahi ce moment. **Un stand Solidaire a été tenu au sein du forum pendant 3 jours**. Plus de 400 kg de brochures et matériels divers ont été distribués. Lieu de coordination de la délégation Solidaires, le stand a été très fréquenté par des participant-es curieux et avides d'information.

Nous avons eu co-organisé les ateliers avec des militant-es d'autres pays :

- ➔ **Délocalisations, conditions de travail, partage des richesses** : à travers cet atelier nous avons débattu de la manière de poser et d'imposer les grands problèmes du secteur des centres d'appel. Au même moment une délégation de plusieurs syndicats rencontrait la direction France-Afrique d'une multinationale du secteur afin de discuter des accords sociaux et d'un comité groupe monde.
- ➔ **Emploi des jeunes diplômés dans les centres d'appels** : nous avons débattu des facteurs de risques psycho-sociaux qui impactent la santé des salarié-es surdiplômé-es et discuté de ce que nous pouvons faire ensemble. Des salarié-es DE Tunisie, d'Egypte, du Maroc, on discuté de l'apport en emploi de ce secteur et de tous les dangers que cela pouvait comporter pour les pays de voir leurs jeunesses surdiplômées faire des métiers sans rapport avec leurs scolarité.
- ➔ **Condition de travail en centre d'appel** : les sujets évoqués portaient sur les conditions de travail, les salarié-es quotidiennement exposé-es à des facteurs du stress et au mal être au travail (objectifs trop élevés, horaire de travail trop irréguliers voire fractionnés, précarité des contrats,...).
- ➔ **Multinationales à l'assaut de l'Afrique** : les débats ont porté sur le comportement des multinationales en Afrique. Comment peuvent-elles aider au développement des pays si tous les bénéfices reviennent à la maison mère. Les multinationales sont comme des caméléons : elles appliquent toujours le droit du travail le moins élevé.... Nous avons cherché comment coopérer, échanger les informations, s'apporter des outils...
- ➔ **Services publics** : cet atelier s'est tenu à l'initiative de FSU, CSA (Sénégal), UGTT, CGT Portugal, CGT (CGT culture) et Solidaires (SUDPTT) ; Il y avait un large plateau d'intervenants (Europe, Afrique, Canada) sur la situation des services publics. Les différentes interventions ont démontré, à l'appui d'exemples pris surtout dans le domaine de la santé et de l'éducation, que la marchandisation des services publics pesait lourdement sur usagers. Ils et elles ne comprennent pas souvent pourquoi ils et elles subissent une pression fiscale de plus en plus forte et une dégradation toujours plus importante des services. Les syndicats ont donc un rôle fondamental à jouer pour expliquer que la fiscalité est nécessaire et que c'est sa redistribution qui doit être revue. Les entreprises internationales devraient être contraintes à financer une partie des services publics dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Une unité syndicale doit être recherchée par secteur d'activité et non par type de statuts de salarié-es (public contre privé). La dégradation des services doit être expliquée : elle est due à l'absence de moyens. Les avantages que peuvent avoir les fonctionnaires doivent être expliqués : ils sont souvent le résultat de luttes anciennes et doivent amener les travailleurs/ses du privé à mener les mêmes combats. Il faut redéfinir la part du travail et du capital. Il faut lutter contre la dette et l'évasion fiscale, affirmer l'importance des acquis. C'est une réponse mondiale qui est nécessaire face aux gouvernements qui affirment qu'il n'y a pas d'alternative.

SUD Santé Sociaux et le Réseau contre la privatisation de la santé

La délégation de Sud Santé-Sociaux était composée de 20 camarades. Nous avons en amont organisé plusieurs réunions de travail afin de nous inscrire totalement dans le forum. A ce titre et dans le cadre de Solidaires nous avons proposé et animé deux ateliers : l'un sur la **protection sociale**, l'autre **contre la marchandisation et la privatisation de la santé**. Le choix de ces ateliers s'inscrit dans la continuité de notre participation et du développement du **réseau européen de lutte contre la privatisation et la marchandisation de la santé**.

Depuis les années 1980, le plan d'ajustement structurel demandé par le FMI et la banque mondiale imposant des coupes sombres dans les dépenses de santé et de protection sociale ont réduit l'offre de soins public (fermeture de lits dans les hôpitaux publics, restructuration du secteur, baisse des effectifs, attaques des conventions collectives et casse du statut des personnels, privatisation rampante de la protection sociale...). Le traité de Maastricht et l'organisation de l'OMC ont permis de libéraliser le secteur de la santé de le livrer au secteur marchand, aux multinationales et firmes pharmaceutiques. Ces deux ateliers faisaient aussi écho à d'autres qui reprenaient les mêmes thématiques. Aujourd'hui, nous faisons le constat que cette politique néolibérale qui a détruit le système de santé en Afrique et en Asie est actuellement en œuvre en Europe. Au terme de nos travaux nous avons proposé un texte de convergence qui réaffirme notre attachement à une protection sociale universelle et solidaire et l'accès aux soins pour toutes et tous.

Lors de ce forum à Tunis nous avons renforcé nos liens avec nos camarades de l'UGTT qui mènent un combat pour inscrire dans la constitution les fondations d'un service de santé publique accessible à toutes et tous. Pour faire pression sur les politiques, l'UGTT, en lien avec des associations citoyennes, a initié un vaste débat sur la santé. **Nous avons aussi pu rencontrer des camarades turcs du syndicat KESK** (syndicat des salarié-es de la santé et de l'action sociale). En lien avec d'autres syndicats rencontrés lors du forum social, nous avons apporté tout notre soutien aux syndicalistes emprisonné-es le gouvernement turc et lancé un appel à une large solidarité avec ces militant-ess pour leur libération immédiate. Le forum social de Tunis nous a permis de confirmer notre détermination à nous inscrire dans un réseau de lutte contre les politiques de privatisation et de marchandisation de la santé. La fédération Sud Santé Sociaux participe au **réseau de solidarité et de soutien aux dispensaires autogérés grecs** et sera présente lors de l'Alter Summit à Athènes en juin prochain.

En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : www.solidaires.org/article12420.html